



BURKINA FASO

La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

PRESIDENCE DU FASO

**ACADÉMIE NATIONALE DES SCIENCES,
DES ARTS ET DES LETTRES
DU BURKINA FASO**



Rapport

LA FILIÈRE COTON

AU BURKINA FASO : ETAT DES LIEUX, ENJEUX ET PERSPECTIVES

**2^{ème} PARTIE / ANNEXE :
PROPOSITION D'UN NOUVEAU MODELE
ECONOMICO-SOCIAL**

JUIN 2025

Table des Matières

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
INTRODUCTION	7
1. JUSTIFICATION D’UN NOUVEAU MODELE ECONOMICO-SOCIAL.....	8
2. DEMARCHE POUR LA PROPOSITION D’UN NOUVEAU MODELE ECONOMICO-SOCIAL.....	9
2.1. Analyse de la santé financière de la filière	9
2.2. Analyse des insuffisances institutionnelles des SCOOPS-PC.....	14
2.3. Analyse des performances et rentabilité de la deuxième transformation	14
3. DESCRIPTION DU NOUVEAU MODELE ECONOMICO-SOCIAL PROPOSE	17
3.1. Rehausser les rendements en coton graine et accroître la productivité.....	17
3.2. Réduire les coûts de production.....	17
3.3. Professionnaliser les producteurs et les SCOOPS-PC.....	19
3.4. Soutenir la transformation sur place du coton et institutionnaliser le consommateur local.....	20
3.5. Soutenir le développement de la deuxième transformation	21
3.6. Prendre en compte la durabilité dans la production et la transformation	23
4. OPÉRATIONNALISATION DU NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMICO-SOCIAL	24
CONCLUSION.....	30
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	31

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Distribution des exploitations par classes de rendement	10
Tableau 2 : Coût de production du coton-graine (cg) en fonction du rendement.....	10
Tableau 3 : Marge après remboursement des intrants (MARI) en fonction du rendement.....	11
Tableau 4 : Prix de revient (FCFA) pour 1 Kg de fibre -Campagnes 2014/2015 à 2023/2024	12
Tableau 5 : Capacités des usines d'égrenage	18
Tableau 6 : Programmation de la mise en œuvre du nouveau modèle económico-social.....	25
Tableau 7 : Analyse des risques liés au nouveau modèle económico-social	29

Sigles et Abréviations

AICB	: Association Interprofessionnelle du coton du Burkina
APROCOB	: Association Professionnelle des Sociétés Cotonnières
CCIC	: Comité Consultatif International du Coton
CCTH	: Confédération Coton Textile Habillement
CES/DRS	: Conservation des eaux et des sols/défense et restauration des sols
CG	: Conseiller de gestion
CGEA	: Conseil de gestion de l'exploitation agricole
FBDES	: Fonds burkinabè de développement économique et social
FILSAH	: Filature du Sahel
FOB	: Free On Board
GHB	: Groupement des huileries du Burkina
GIE	: Groupement d'intérêt économique
GTPOB	: Groupement des transformateurs de produits oléagineux du Burkina
IGSIT	: Institut du Génie des Systèmes Industriel et Textiles
IPG	: Inspecteur provincial en gestion
MARAH	: Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques
MARI	: Marge après le remboursement des intrants
MATM	: Ministère de l'administration territoriale et de la mobilité
MEEA	: Ministère de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement
MEF	: Ministère de l'économie et des finances
MEM	: Ministère de l'énergie et des mines
MESRI	: Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation
MICA	: Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat

OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PA-SD	: Plan d'action pour la stabilisation et le développement
PIA	: Plan d'Industrialisation Accéléré
PIB	: Produit intérieur brut
PME	: Petite et moyenne entreprise
SAPHYTO	: Société africaine de produits phytosanitaires et d'insecticides
SCOOPS-PC	: Sociétés Coopératives Simplifiées de Producteurs de Coton
SECOBIO	: Société d'Egrenage de Coton Biologique
SEPB	: Société d'Exploitation des Phosphates du Burkina
SICOT	: Salon International du Coton et du Textile
SN-CITEC	: Société Nouvelle Huilerie et Savonnerie
SNI	: Stratégie Nationale d'Industrialisation
SOBIMAP	: Société d'intrants et de matériels agropastoraux
SOCOMA	: Société Cotonnière du Gourma
SOFIB	: Société de fabrication industrielle Barro et compagnie
SOFITEX	: Société burkinabè des fibres textiles
UNPCB	: Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina

Introduction

Au Burkina Faso, le coton appelé aussi « l'or blanc » occupe une place de choix dans l'économie nationale au regard de sa contribution aux recettes d'exportation et à la création de richesse tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Environ 4 millions de personnes tirent directement leur revenu des activités cotonnières et plusieurs autres secteurs économiques situés en amont et en aval en dépendent. Il contribue à plus de 4% du PIB national en termes réels et représentait 18 % des exportations de marchandises en 2019 (FBDES, IPSO Conseils 2021). Si pendant longtemps la filière coton a connu du succès, cela est dû essentiellement au soutien sans faille de l'Etat, aux revenus importants que le coton procure aux cotonculteurs, et aux multiples effets positifs produits en amont et en aval de la culture du coton. Le coton est donc une culture stratégique dans le développement socio-économique du pays.

Cependant, la filière évolue dans un contexte international difficile au point de remettre en cause ses acquis et son développement. Il est indispensable de lui offrir de nouvelles perspectives rassurantes à long terme. La relance et la pérennisation de cette filière nécessitent des réformes profondes et des actions vigoureuses faisant intervenir à la fois l'Etat et les acteurs intervenant directement ou indirectement dans la culture, la transformation et la commercialisation du coton. De ce fait, il faut une nouvelle vision dans le sens de la mise en place d'un nouveau modèle économique plus large qu'on appellera Modèle Economico-social.

Le nouveau modèle económico-social qui sera développé ci-dessous vise à proposer des orientations pratiques en vue d'améliorer la compétitivité et la viabilité de la filière coton pour lui permettre de continuer à jouer son rôle crucial dans l'économie nationale. Il s'articule autour des éléments suivants :

- justification d'un nouveau modèle económico-social ;
- démarche pour la proposition d'un nouveau modèle económico-social ;
- description du nouveau modèle económico-social proposé ;
- opérationnalisation du nouveau modèle económico-social.

1. JUSTIFICATION D'UN NOUVEAU MODELE ECONOMICO-SOCIAL

L'état des lieux de la filière coton a suffisamment démontré que le modèle économique actuellement en vigueur est essentiellement à vocation sociale et n'est pas compatible avec les exigences de l'économie moderne. En effet, la rentabilité financière n'est assurée ni pour la majorité des producteurs de coton ni pour les sociétés cotonnières, alors que l'Etat octroie chaque année d'énormes subventions sans effets attendus. Dans un tel schéma, la filière ne peut être viable et risque de disparaître si des mesures vigoureuses de restructuration ne sont pas prises. Un changement de modèle économique s'impose.

Le modèle qui convient le mieux est un modèle économico-social qui a l'avantage de garantir et de privilégier la rentabilité financière et économique de la filière, la prise en compte de la durabilité dans la production et la transformation, puis de prendre en charge l'aspect social cas par cas et bien entendu l'équité sociale. Enfin, il va contribuer à la préservation de l'environnement et au développement durable dans un contexte de changement climatique. En définitive, le volet social de la filière ne disparaît pas totalement, mais est supporté en partie par l'Etat et en partie par les recettes générées par les sociétés cotonnières dans le cadre d'une filière coton réorganisée.

2. DEMARCHE POUR LA PROPOSITION D'UN NOUVEAU MODELE ECONOMICO-SOCIAL

La proposition du nouveau modèle économico-social dont il va être question ci-dessous procède d'une démarche méthodologique en quatre étapes :

- la première étape analyse d'abord la santé financière de la filière, à savoir les coûts de production du coton graine en fonction des rendements, la marge après remboursement des intrants par les producteurs en fonction du rendement, le prix de revient de la fibre de coton produite par la SOFITEX ;
- la deuxième étape analyse les insuffisances institutionnelles des Sociétés Coopératives Simplifiées de Producteurs de Coton (SCOOPS-PC), notamment la non-conformité par rapport aux textes de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) régissant les sociétés coopératives ;
- la troisième étape traite des performances et de la rentabilité de la deuxième transformation
- la quatrième étape est consacrée à la description détaillée du nouveau modèle économico-social.

1.1. Analyse de la santé financière de la filière

Telle que l'ont mis en évidence plusieurs études, la situation de la filière coton au Burkina Faso est critique et nécessite une mobilisation des autorités politiques et de l'ensemble des acteurs de la filière pour assurer sa survie. En effet, la santé financière de la filière est très fragile, principalement à cause de la faiblesse des rendements en coton graine qui conditionnent l'existence même de la filière. La baisse des rendements a plusieurs conséquences : baisse de la production cotonnière, des revenus des producteurs et des SCOOPS-PC, des sociétés cotonnières, des prestataires de services en amont et en aval de la filière, des acteurs de la transformation et de l'Etat. En définitive, la contribution de la filière à l'économie nationale se réduit.

L'existence de la filière coton est menacée, car le premier maillon de la chaîne qu'est la production qui soutient les autres maillons enregistre de très faibles performances. Il est reconnu qu'avec un rendement en-dessous d'une (1) tonne à l'hectare, le coton n'est plus rentable dans un monde globalisé.

La santé financière de la filière peut être appréciée à l'aide des données ci-dessous issues des sociétés cotonnières. Au préalable, il importe de signaler que dans le cadre de cette étude, il n'a pas été possible d'accéder aux données économiques et financières des sociétés cotonnières. Le cas de la SOFITEX a été pris à titre illustratif car cette société, à elle seule, assure 80% de la production cotonnière au Burkina Faso. Les données récentes n'étant pas disponibles, l'analyse de la santé financière s'est basée sur les données de 2020 de la SOFITEX.

Le tableau 1 ci-dessous indique clairement que les rendements en coton graine sont bas.

Tableau 1 : Distribution des exploitations par classes de rendement

Classes de rendement	% des exploitations cotonnières
Moins de 800 kg/ha	39
De 800 à moins de 1000 kg/ha	30
De 1000 à moins de 1200 kg/ha	18
De 1200 à moins de 1500 kg/ha	11
1500 kg/ha et plus	2
TOTAL	100

Source : SOFITEX : Etudes diagnostique et prospective de la filière coton du Burkina, août 2021

Environ 39% des producteurs ont un rendement de moins de 800 kg de coton à l'hectare. Il s'agit de ceux qui ne respectent pas le calendrier agricole, n'appliquent pas les itinéraires techniques et les bonnes pratiques agricoles par défaut de formation, manquent de main d'œuvre (voire de temps) et détournent les engrais à d'autres fins.

30% des producteurs ont des rendements compris entre 800 et 1000 kg. Ces deux groupes représentent 70 % des producteurs.

Seuls 30% des producteurs qui ont des rendements supérieurs ou égaux à 1000 kg par hectare, ont un potentiel de rentabilité financière.

Les coûts de production sont élevés du fait de la faiblesse des rendements. Le tableau 2 donne un aperçu de l'évolution des coûts de production en fonction des rendements :

Tableau 2 : Coût de production du coton-graine (cg) en fonction du rendement

Rendement (kg cg/ha)	500	882	1000	1200	1500
Coût des intrants (FCFA/ha)	75 000	100 000	100 000	115 000	130 000
Coût de la main d'œuvre (FCFA/ha)	75 000	100 000	100 000	110 000	115 000
Coût total (FCFA/ha)	150 000	200 000	200 000	225 000	245 000
Coût de production (FCFA/kg cg)	300	227	200	188	163

Source : SOFITEX : Etudes diagnostique et Prospective de la filière coton du Burkina Faso, août 2021.

De cette classification basée sur le rendement au champ, on observe que le coût de production est plus élevé pour les bas rendements (< à 1000 kg/ha) et faible pour les hauts rendements (\geq à 1000 kg/ha).

La marge après le remboursement des intrants (MARI) pour les producteurs en fonction des rendements pour la campagne 2020 est indiquée au tableau 3 (Cf. tableau 3) :

Tableau 3 : Marge après remboursement des intrants (MARI) en fonction du rendement

Rendement (kg cg/ha)	500	882	1000	1200	1500
Prix d'achat (FCFA/kg cg)	240	240	240	240	240
Revenu brut (FCFA/ha)	120 000	211 680	240 000	288 000	360 000
Coûts des intrants (FCFA/ha)	75 000	100 000	100 000	115 000	130 000
MARI (FCFA/ha)	45 000	111 680	145 000	173 000	230 000

Source : SOFITEX : Etudes diagnostique et Prospective de la filière coton du Burkina Faso, août 2021.

Pour un prix d'achat de 240 FCFA le kg du coton-graine durant la campagne 2020, la MARI des producteurs à bas rendement constitue un risque pour la viabilité et la sécurité de la filière :

- difficulté de remboursement de la dette intérieure et extérieure ;
- découragement et rejet de la caution solidaire par les meilleurs producteurs ;
- désaffection ou baisse de la superficie par les meilleurs producteurs.

Ces découragements et désaffections sont amplifiés lorsque sans discernement, l'Etat accorde des subventions pour l'apurement des impayés internes et externes. Ces types de subventions sont interprétés comme une prime à la mauvaise gestion ou à la perpétuation des mauvaises pratiques paysannes, surtout lorsque des facteurs climatiques ou parasitaires exceptionnels ne justifient pas les mauvais rendements au champ ayant conduit à ces impayés.

Les coûts de production des sociétés cotonnières sont trop élevés et font que celles-ci n'arrivent pas à dégager des bénéfices. Le cas de la SOFITEX qui assure 80% de la production cotonnière est analysé ci-dessous à partir des données résumées au tableau 4.

Tableau 4 : Prix de revient (FCFA) pour 1 Kg de fibre -Campagnes 2014/2015 à 2023/2024

Libellé	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021	2021/2022	2022/2023	2023/2024
Coût à l'achat (1 ^{er} et 2 ^{ème} choix)	530	576	574	576	588	623	565	635	706	765
Transport	24	27	32	31	39	32	41	32	39	30
Frais d'achat, frais de commercialisation, charges financières	38	35	41	51	68	45	53	64	80	64
Coût de revient (Arrivé Usine)	592	638	647	658	695	700	658	731	825	859
Usinage	66	59	84	84	84	75	89	84	83	93
Frais généraux	64	69	48	58	70	41	53	40	70	90
Coût de Production Fibre	722	767	779	800	849	817	801	855	978	1 042
Mise à FOB	66	50	39	72	84	78	77	71	75	81
Prix de Revient Position FOB	788	817	818	872	933	895	878	926	1 053	1 124

Source : Données obtenues auprès de la SOFITEX lors de l'étude

D'un coût de production en position FOB de 650 FCFA le kg de coton-fibre durant les campagnes 1996 à 2002, on est passé à environ 700 FCFA le kg coton-fibre pendant la crise ivoirienne, ce qui a imposé une évacuation intégrale du coton fibre sur le corridor ghanéen et togolais de 2002 à 2010. Le prix international de la fibre a été bas durant cette période de crise ivoirienne et a été à moins de 40 à 45% pendant la campagne 2005/2006 à 2009/2010. Les productions cotonnières des Etats africains se sont effondrées à partir de cette période et les fonds de soutien ou de stabilisation ont été inopérants pour résoudre les déficits. Les budgets nationaux ont dû intervenir pour redresser la filière jusqu'à la reprise des cours à partir de l'année 2010.

Le fonds de lissage s'est substitué au fonds de soutien à partir de 2008/2009 et demeure en vigueur jusqu'à aujourd'hui. Depuis son institution, il a permis de limiter les déséquilibres de la filière du fait des baisses de prix (campagnes 2008/2009 à 2009/2010).

Depuis la campagne 2010/2011, les cours internationaux de la fibre sont environ de 1000 FCFA le kg en position FOB. Le prix plancher du coton-graine qui était autour de 145 à 160 FCFA le kg des campagnes 2006/2007 à 2009/2010 est passé à une moyenne de 250 FCFA le kg entre la campagne 2011/2012 à 2022/2023.

Les coûts de production sont passés pour SOFITEX de 788 FCFA durant la campagne 2014/2015 à 933 FCFA en 2018/2019 et à 926 FCFA le Kg de coton fibre en 2021/2023. Ces coûts ont atteint 1053 FCFA le Kg lors de la campagne 2022/2023 et 1 124 FCFA le Kg pendant la campagne 2023/2024. La baisse continue de la production nationale, le prix élevé du coton graine de la campagne 2023/2024, déconnecté du marché mondial de la fibre qui a connu un fléchissement, expliquent en partie la dégradation du coût de production.

Avec une production de la SOFITEX estimée à 270 000 tonnes au cours de la campagne 2024/2025, la dégradation de ce coût pourrait empirer si des mesures correctives ne sont pas prises.

Au regard du prix de revient de la fibre en position FOB et du niveau des cours mondiaux de la fibre, il y a une menace systématique qui pèse sur la filière.

En conclusion, la rentabilité financière de la filière n'est pas assurée de façon suffisante pour permettre à la filière de survivre, malgré l'important volume de subventions apportées par l'Etat. En outre, le modèle de la filière coton au Burkina Faso est largement à vocation sociale et n'est plus adapté aux réalités du monde actuel. Il est devenu impérieux de changer de modèle pour éviter de mettre la filière en péril.

1.2. Analyse des insuffisances institutionnelles des SCOOPS-PC

En raison de la faiblesse des rendements en coton graine, la plupart des SCOOPS-PC sont durement frappées par la baisse de leurs revenus. Outre ces insuffisances économiques, les SCOOPS-PC connaissent des insuffisances institutionnelles qui se résument comme suit :

- **Défaut d'immatriculation des SCOOPS-PC** : commencé en 2017, le processus de transformation des anciens GPC en SCOOPS-PC régies par l'Acte uniforme des sociétés coopératives de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) n'est toujours pas achevé. Des progrès notables ont été réalisés par l'UNPCB pour l'immatriculation des SCOOPS-PC, mais le processus se heurte à des tracasseries administratives. Or, sans le respect de cette formalité, les organisations ne peuvent jouir d'une personnalité juridique.
- **Fonctionnement des SCOOPS-PC non conforme à l'Acte uniforme** : même dûment immatriculées, certaines SCOOPS-PC ne tiennent pas régulièrement leurs réunions statutaires. En outre, elles n'arrivent pas à renouveler leurs bureaux en raison du faible nombre de leurs membres.
- **Insuffisance du suivi/contrôle** : selon l'Étude diagnostique et prospective de la filière coton du Burkina Faso en vue de faire des propositions de nouveaux modèles économiques de 2021 susmentionnée, l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina (UNPCB) dispose d'un corps de 88 Conseillers de gestion (CG) et de 18 Inspecteurs provinciaux en gestion (IPG). Mais avec un conseiller de gestion pour 107 SCOOPS-PC (calculé sur la base de 9 429 SCOOPS-PC en 2021), le suivi/contrôle de la production s'avère extrêmement difficile; celui-ci n'est pas en mesure d'assurer un suivi rapproché de toutes les organisations et doit cibler celles qui connaissent le plus de difficultés.

En résumé, il s'avère indispensable d'améliorer la gestion institutionnelle de la filière.

Au regard du constat fait, il ressort que le modèle actuel est désormais inopérant et demande la mise en place d'un nouveau en vue de la relance de la filière.

1.3. Analyse des performances et rentabilité de la deuxième transformation

Par deuxième transformation, il faut comprendre celle qui vient après l'égrenage considérée comme la première transformation. Dans cette deuxième transformation, il sera question ci-dessous de l'industrie textile, de l'artisanat textile et du secteur des oléagineux.

Industrie textile :

Dans le domaine de l'industrie textile, le Burkina Faso ne dispose que de capacités de transformation limitées. Seule la Filature du Sahel (FILSAH) créée en 1997 et à participation publique à hauteur de 42,5% à travers le Fonds burkinabè de développement économique

et social (FBDES) fonctionne à Bobo-Dioulasso. Elle produit du fil à partir de la production locale de coton. Elle est leader dans la production de fil 100% coton en Afrique de l'Ouest. Sa capacité est de 10 000 tonnes de fibre par an. A titre illustratif, sa production totale de fil a été de 6 026, 517 tonnes en 2023, en progression de 16,31% par rapport à 2022. Le fil qu'elle produit est vendu exclusivement aux artisans sur le territoire national.

La SOFITEX vend à la FILSAH la fibre à un prix préférentiel par rapport au prix de vente des sociétés cotonnières sur le marché international. Malgré tout, la FILSAH n'est pas financièrement rentable à l'état actuel en raison des lourdes charges d'exploitation qu'elle doit supporter.

La transformation locale du coton qui, pour le moment est de 3%, se heurte à de nombreuses entraves dont :

- le coût élevé de l'énergie ;
- la cherté du crédit ;
- une insuffisance de ressources humaines qualifiées et de technologies adaptées ;
- une fiscalité peu favorable ;
- etc.

En dépit de cela, le Burkina Faso peut s'appuyer sur une demande intérieure importante promue par le **Consommer local** pour développer son industrie textile.

Artisanat textile

L'artisanat textile est une activité très florissante dans le pays. On dénombre actuellement plus de 50 000 tisserands, dont 40 000 femmes, répartis sur l'ensemble du territoire national. Le secteur artisanal est constitué de tisserands, teinturiers, stylistes, couturiers, etc. organisés en groupements, associations et coopératives. Il crée de la valeur ajoutée et de nombreux emplois. En définitive, il constitue un atout pour le Burkina Faso. Actuellement, la production n'arrive pas à satisfaire la demande nationale. A l'avenir cette demande connaîtra une forte hausse avec la labélisation du pagne tissé Faso Dan Fani et l'institutionnalisation du port de ce pagne.

Vu le caractère informel de ce secteur, il n'existe malheureusement pas de données permettant d'apprécier les performances et la rentabilité financière de ces unités de transformation.

Secteur oléagineux

Actuellement la production de graines destinées aux huileries est inférieure aux capacités de trituration installées sur le territoire national. La production nationale d'huiles alimentaires à base de graines de coton est assurée principalement par la SN-CITEC. Outre les huiles alimentaires, la SN-CITEC produit des aliments pour bétail et des tourteaux de coton. Elle fonctionne seulement à 40% de ses capacités faute de graines, mais arrive à dégager régulièrement des résultats d'exploitation bénéficiaires. A côté de la SN-CITEC, on peut citer la Société de

fabrication industrielle Barro et compagnie (SOFIB), le Groupement des transformateurs de produits oléagineux du Burkina (GTPOB) et le Groupement des huileries du Burkina (GHB-GIE).

Par ailleurs, la graine de coton est très convoitée et les modalités de sa mise à la disposition des tritrateurs manquent de transparence. Le circuit de sa distribution a besoin d'être suivi de façon rigoureuse.

Enfin, il existe une multitude d'unités semi-industrielles et artisanales dont certaines sont organisées en groupements d'intérêt économique. Elles aussi connaissent des difficultés d'approvisionnement en graines de coton. Faute de données, leurs performances techniques et économiques n'ont pu être appréciées. S'il est vrai que ces unités sont nombreuses, il faut signaler que le marché national est inondé d'importations d'huiles non contrôlées.

En résumé, le secteur oléagineux fait face au manque de matières premières et à la concurrence des huiles importées. Un élément important à prendre en considération pour booster ce secteur est la volonté affichée à l'heure actuelle par les autorités politiques d'aller vers la souveraineté alimentaire. Sur cette base, il apparaît indispensable d'intégrer les oléagineux dans la chaîne de valeur du coton.

3. DESCRIPTION DU NOUVEAU MODELE ECONOMICO-SOCIAL PROPOSE

Le nouveau modèle proposé consiste à substituer au modèle filière à vocation essentiellement sociale un modèle économico-social de chaîne de valeur dans lequel toutes les entités sont viables, c'est-à-dire rentables dans la durée. Ce modèle sera bâti avec les producteurs, coopératives viables, sociétés cotonnières et acteurs de la seconde transformation. Ainsi, les cotonculteurs qui faisaient du coton dans l'unique but d'obtenir des engrais à crédit feront place aux exploitants cotonniers véritablement engagés dans la culture du coton et des spéculations en rotation avec le coton. Ce modèle est sous-tendu par une logique économique, c'est-à-dire que la recherche de la rentabilité financière et économique sera de rigueur au niveau de tous les acteurs (producteurs, coopératives, sociétés cotonnières et acteurs de la deuxième transformation). Dans le modèle économique actuellement en cours, la structure de la filière est centrée sur la fibre qui est presque entièrement exportée. Avec le nouveau modèle économico-social, il s'agit d'adopter l'approche chaîne de valeur et de créer de la valeur ajoutée à l'échelle nationale en privilégiant la transformation et la consommation à l'intérieur du pays plutôt que l'exportation de la fibre. Il est vrai que la consommation nationale ne pourrait parvenir, à court terme, à absorber toute la production de coton, mais l'exportation de la fibre sera réduite et la création de richesse par la valeur ajoutée connaîtra une hausse notable. La logique de ce nouveau modèle économico-social est entièrement en phase avec le volontarisme affiché à l'heure actuelle par les autorités burkinabè en faveur d'un développement endogène du Burkina Faso dans lequel la transformation et la consommation des produits locaux constituent le fondement.

L'opérationnalisation du nouveau modèle économico-social se fera selon l'itinéraire suivant :

3.1. Rehausser les rendements en coton graine et accroître la productivité

Tel que susmentionné, avec des rendements moyens de 800 kg/ha, il est impossible pour le producteur de coton de couvrir correctement le coût des intrants et de dégager des marges bénéficiaires. Les rendements moyens doivent se situer largement au-dessus d'une (1) tonne à l'hectare. Dans le cadre de cette étude, des propositions concrètes sont faites pour améliorer la productivité et doivent être mises en application.

3.2. Réduire les coûts de production

La réduction des coûts de production au plan agricole peut se faire par la maîtrise des coûts des intrants. En ce qui concerne les engrais par exemple, la mise en route de l'usine de formulation d'engrais à Koupéla de la Société d'Exploitation des Phosphates du Burkina (SEPB) et la création de la Société d'intrants et de matériels agropastoraux (SOBIMAP)

constituent des opportunités fort intéressantes dans la mesure où elles vont permettre la formulation des engrais sur place et l'approvisionnement du pays en engrais en quantité et en qualité. L'émergence d'unités semi-modernes privées de fabrication de fumure organique et de compost enrichi constitue des opportunités de partenariats pour l'approvisionnement des exploitations cotonnières. La Société africaine de produits phytosanitaires et d'insecticides (SAPHYTO) constitue également une solution à la production sur place des pesticides requis pour la culture du coton. Au plan industriel, le coût de l'énergie doit être revu fortement à la baisse avec le soutien de l'Etat sous forme de subvention. A titre illustratif le coût du KWh ne devrait pas excéder 54 FCFA le KWh. Pour ce faire, plusieurs mesures doivent être prises avant de faire recours à la subvention de l'Etat. Parmi ces mesures figurent : la réduction des gaspillages par l'usage abusif de l'utilisation de l'énergie, la recherche de sources d'énergies alternatives, la formation du personnel quant à l'économie d'énergie, etc. La subvention ne sera qu'un complément.

Au Burkina Faso, l'outil industriel des sociétés cotonnières est calibré sur un niveau de production de l'ordre de 800 000 tonnes de coton graine comme l'indique le tableau 5 ci-dessous :

Tableau 5 : Capacités des usines d'égrenage

Société cotonnière	Nombre d'usines d'égrenage	Capacité (tonne coton graine par campagne)
SOFITEX	15	550 000
SOCOMA	4	170 000
FASO COTON	2	70 000
SECOBIO	1	17 500
Total Burkina Faso	22	807 500

Source : *Étude diagnostique et prospective de la filière coton du Burkina Faso en vue de faire des propositions de nouveaux modèles économiques, 2021.*

Lorsque la production chute en deçà de ce seuil, les coûts des sociétés cotonnières par kg de fibre produite augmentent en raison de l'accroissement des charges fixes, les usines d'égrenage travaillant en-dessous de leurs capacités. Du coup, les sociétés cotonnières ne sont plus en mesure de dégager des marges suffisantes pour rémunérer les producteurs et cela contribue à fragiliser l'ensemble de la filière. En guise de solution, il y a lieu :

- d'augmenter la quantité de coton graine à usiner (ce qui ramène à rehausser la productivité et la production au champ) ;

- d'arrêter certaines usines d'égrenage avec toutes les conséquences que cela pourrait poser. Une étude approfondie incluant tous les paramètres nécessaires doit être consacrée à cette question afin de trouver une solution optimale. Pour une telle étude, il faut nécessairement intégrer la question de l'insécurité, sa situation actuelle et son évolution probable. Certes, cela rend l'exercice compliqué mais n'enlève pas son intérêt.

Dans le même ordre d'idées, le rapport de l'Association Professionnelle des Sociétés Cotonnières (APROCOB) sur le Déroulement de la Campagne 2023/2024 et Perspectives de la campagne 2024/2025 fait ressortir que la capacité théorique d'égrenage des installations industrielles au niveau national est de **830 000 tonnes** de coton graine dont SOFITEX (600 000 T), SOCOMA (160 000 T) et FASO COTON (70 000 T).

La production de la campagne 2024/2025 a été de **283 622 tonnes de coton graine**, soit un taux de remplissage de **34,17%** (*la production de coton graine rapportée à la capacité théorique des installations industrielles*). Le même rapport pointe la sous-activité des unités industrielles qui engendre des pertes importantes au sein des sociétés cotonnières et affecte leur rentabilité économique. C'est ainsi que pour la seule campagne agricole 2023/2024, les pertes ci-dessous sont estimées par les sociétés cotonnières :

- Dans la zone SOFITEX : **1,765 milliard de FCFA ;**
- Dans la zone SOCOMA : **1,073 milliard de FCFA ;**
- Dans la zone FASO COTON : **624, 516 millions FCFA.**

Dans l'ensemble des zones cotonnières, la sous-charge des unités industrielles engendre un impact économique et social illustré par la précarité des emplois, les pertes des emplois des jeunes, un énorme manque à gagner pour l'économie locale, la baisse des pouvoirs d'achat en milieu rural, l'arrêt de plusieurs activités connexes, les stocks importants d'intrants agricoles dont les délais de péremption sont dépassés.

3.3. Professionnaliser les producteurs et les SCOOPS-PC

Le nouveau modèle économique-social ne saurait fonctionner avec des producteurs opportunistes ou nomades. Un assainissement s'impose. Si l'on considère par exemple la caution solidaire et le crédit intrants, on peut appliquer la démarche ci-dessous proposée pour assainir l'environnement de la production de coton et lutter contre les bas rendements. Cette démarche est la même que celle proposée comme solution pour l'amélioration de la gestion des intrants et du crédit. Il s'agit de classer les producteurs en trois catégories :

- a. La première catégorie (rendements inférieurs à 800 Kg par hectare) représente un risque pour la caution solidaire et est de nature à décourager les meilleurs producteurs qui sont obligés de prendre en charge une partie du crédit intrants des exploitations contre

performantes. Il y a lieu de suspendre ces derniers du crédit intrants. Cette idée a été mise en pratique lors de la campagne 1999-2000 où 30% des exploitations ont été privées du crédit intrants.

- b. Pour la deuxième catégorie (de 800 à 1 000 Kg par hectare), fixer un ultimatum de deux ans pour atteindre des rendements supérieurs ou égaux à 1000 kg /hectare sous réserve d'une suspension des membres les années qui suivent l'ultimatum si les résultats ne sont pas atteints.
- c. La troisième catégorie, de plus de 1000 kg de coton graine /ha, devrait tirer la production cotonnière et mériter des égards tels que les subventions et crédits intrants, des primes de production, le leadership dans les organisations.

S'agissant des SCOOPS-PC, leur mise aux normes de l'Acte uniforme des sociétés coopératives de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires s'impose. Par ailleurs, la question des dispositifs de suivi/contrôle doit être revue par l'UNPCB, notamment en renforçant en termes d'effectifs les corps des conseillers de gestion et des inspecteurs provinciaux de gestion.

3.4. Soutenir la transformation sur place du coton et institutionnaliser le consommateur local

La transformation sur place du coton et l'institutionnalisation du consommateur local constituent des moyens efficaces de création de chaînes de valeurs et de valeur ajoutée à l'échelle nationale. Fort heureusement, à l'heure actuelle, cette question figure en bonne place dans les préoccupations du Gouvernement.

Le rapport de la délégation du Burkina Faso présenté par le SP-FCL et l'AICB à la 81^{ème} Assemblée plénière du Comité Consultatif International du Coton (CCIC) tenue à Mumbai (Inde) du 02 au 05 décembre 2023 donne des informations sur les grandes lignes de la politique du Gouvernement en faveur de l'industrie textile en général et de la transformation de la fibre de coton en particulier.

Le secteur de la transformation de la fibre de coton est en voie de développement en vue d'assurer un niveau appréciable de consommation de la matière première et des produits semi finis et finis.

La politique gouvernementale œuvre à l'amélioration du climat des affaires qui demeure un facteur très déterminant d'attraction des investisseurs et de développement de l'industrie.

Aussi, la transformation industrielle du coton fibre, dans tous ses maillons, constitue une priorité actuelle de l'Etat burkinabè et ce, à travers le Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) notamment en son pilier 3 « Refonder l'Etat et améliorer la gouvernance » à travers l'axe 6 « Dynamiser les secteurs porteurs et les emplois ».

Dans ce cadre, on note :

- l'adoption de la Stratégie Nationale d'Industrialisation (SNI) ;
- l'adoption d'un nouveau Code des investissements ;
- l'adoption d'un Plan d'Industrialisation Accéléré (PIA) dans les filières stratégiques de l'économie dont le coton ;
- l'initiation de la biennale du Salon International du Coton et du Textile (SICOT) ;
- la création et l'opérationnalisation de l'Institut du Génie des Systèmes Industriel et Textiles (IGSIT), visant à former et à mettre à la disposition du secteur industriel et textile, une masse critique de main d'œuvre qualifiée ;
- la création et l'opérationnalisation d'un incubateur « BURKINA TEXTILE », visant l'éclosion d'une masse critique de PME dans le secteur du coton textile ;
- la mise en œuvre de l'initiative de renforcement des capacités productives des tisseuses « Initiative 5000 métiers à tisser » ;
- la labellisation du pagne traditionnel tissé « Faso Dan Fani », visant à accroître sa compétitivité et sa consommation ;
- l'adoption du Décret N°2023-0647/PRES-TRANS/PM/MEFP/MDICAPME du 2 juin 2023 visant la promotion du port du Faso Dan Fani, du Koko Dunda et des autres tissus traditionnels ;
- élaboration d'un plan d'actions sur le port généralisé du Faso Dan Fani ;
- l'adoption d'un nouveau protocole d'accord entre l'Etat et les opérateurs de la filière coton, visant à consolider les acquis de la filière coton et mieux cadrer les conditions et modalités d'intervention au sein de ladite filière.

3.5. Soutenir le développement de la deuxième transformation

Le développement de la deuxième transformation aura sans conteste une incidence positive sur la création de valeur ajoutée, sur la balance commerciale du pays et sur l'emploi. Sur cette base, l'Etat doit lui apporter les soutiens nécessaires.

Soutien à l'industrie textile

La réduction du coût de l'énergie électrique est un levier sur lequel il faut agir pour accroître la compétitivité de la transformation locale, notamment de la filature. En dehors de la réduction du coût de l'énergie électrique, il est nécessaire d'améliorer sa qualité en éliminant les coupures fréquentes. Enfin, les économies d'énergie et l'énergie solaire doivent être promues.

Le développement de l'industrie du textile et de l'habillement devra être soutenu par la facilitation de l'accès à des terrains propices à l'implantation de sites industriels, les exonérations fiscales et l'admission en franchise de certains biens d'équipement et de consommation.

Soutien à l'artisanat textile

L'artisanat textile bénéficie d'un marché porteur et doit être soutenu par des mesures appropriées. Il s'agit notamment de :

- promouvoir la création de PME dans le domaine du tissage et de la confection ;
- renforcer les capacités des PME sur le plan financier et de la gestion ;
- renforcer les capacités techniques des artisans dans les domaines du tissage, de la teinture et de l'impression ;
- contribuer à la modernisation des métiers à tisser ;
- faciliter l'accès au financement des acteurs en aval de la filature ;
- promouvoir dans l'artisanat textile, l'utilisation de la teinture durable et la gestion adéquate des eaux de teinture.

Soutien au secteur oléagineux

L'Etat doit encourager la production d'autres oléagineux et prendre des mesures vigoureuses pour protéger la production nationale des huiles contre la concurrence des importations incontrôlées. A la frontière, ces mesures concernent le contrôle des quantités, le contrôle de qualité et l'application des droits de douane. A la commercialisation, il s'agit d'appliquer la facture normalisée et la fiscalité intérieure.

Vu l'intérêt économique de la graine de coton et des quantités insuffisantes pour satisfaire la demande nationale, d'autres mesures pratiques sont à prendre pour aller vers une gestion optimale. Il s'agit, entre autres, de :

- suivre de façon rigoureuse le circuit de distribution de la graine ;
- assurer une plus grande transparence dans la mise à disposition de la graine aux tritrateurs ;
- suspendre au niveau du Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat la délivrance des autorisations d'ouverture de nouvelles huileries.

En fin, il faut faciliter l'accès des acteurs des oléagineux au financement.

3.6. Prendre en compte la durabilité dans la production et la transformation

S'agissant d'une promotion de l'approche chaîne de valeur, le nouveau modèle économique-social doit non seulement créer de la valeur ajoutée, mais aussi résister au temps. Les activités des différents maillons de la chaîne (production, transformation, transport) doivent s'insérer dans la durabilité. Dans l'optique de tenir compte de cette durabilité, les mesures ou actions suivantes doivent être observées :

- respect du cadre juridique et réglementaire en matière de sauvegarde environnementale et sociale ;
- affirmation de la volonté politique pour une transition vers des pratiques de production cotonnière durable ; il s'agit d'intégrer des critères environnementaux, sociaux et de traçabilité dans la production et la transformation du coton, et de s'inscrire dans le cadre de l'initiative coton durable qui vise à promouvoir une agriculture plus responsable et respectueuse de l'environnement ;
- élaboration d'une stratégie de mécanisation de la chaîne de valeurs du coton ;
- élaboration d'une stratégie de développement de l'artisanat assortie d'un plan de formation des artisans à la reproduction en série des équipements artisanaux et à la maintenance ;
- élaboration d'une stratégie de maintenance des équipements de production, de récolte, de traitement et transformation du coton ;
- mise en place d'une équipe fonctionnelle de toxicovigilance pour toute la chaîne de valeur.

C'est au regard de toutes ces observations et recommandation qu'un nouveau modèle appelé Modèle Economico-social peut voir le jour et être porteur d'espoir pour la filière cotonnière.

4. OPÉRATIONNALISATION DU NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMICO-SOCIAL

L'opérationnalisation du nouveau modèle económico-social se fera de manière progressive. Comme l'indique le schéma de programmation présentée au tableau 6 ci-dessous, certaines actions seront engagées à court terme, d'autres à moyen et long termes. La volonté politique et l'engagement de l'AICB ne doivent pas faire défaut car la filière doit survivre coûte que coûte.

Le schéma de programmation indiqué au tableau 6 donne une répartition des actions par catégorie d'acteurs. L'acteur principal est le porteur de l'action. Les acteurs associés sont des contributeurs. L'acteur principal aura la responsabilité d'élaborer un plan d'actions détaillé des actions qui le concernent pour faciliter leur mise en œuvre de concert avec les acteurs associés.

Tableau 6 : Programmation de la mise en œuvre du nouveau modèle économique-social

N°	Intitulé de la recommandation	Actions à entreprendre	Acteurs chargés de la mise en œuvre		Cadre temporel
			Acteur principal	Acteurs associés	
1	Rehausser les rendements en coton graine et accroître la productivité	Renforcer les capacités techniques des producteurs	AICB	MARAH, MESRI	Court terme
		Renforcer le corps technique (agents techniques coton)	AICB	MARAH	Court terme
		Renforcer le dispositif d'appui-conseil afin de prendre suffisamment en compte : <ul style="list-style-type: none"> la gestion de la fertilité des sols avec un accent particulier sur la production au niveau des exploitations et à l'échelle industrielle de la fumure organique et les mesures de CES/DRS ; le respect des itinéraires techniques de production du coton ; la gestion des ravageurs et des maladies du cotonnier ; la gestion de l'exploitation agricole selon l'approche conseil de gestion de l'exploitation agricole (CGEA) ; la durabilité de la production cotonnière. 	AICB	MARAH, MESRI	Court et moyen termes
		Etoffer le dispositif d'appui conseil par des recrutements et un renforcement de capacités	UNPCB	Sociétés cotonnières, MARAH, MESRI	Court terme
		Renforcer la production au niveau des exploitations et à l'échelle industrielle de la fumure organique	AICB	MARAH, MESRI, MICA, MEF	Court moyen et long termes
		Respecter les itinéraires techniques de production du coton	UNPCB	APROCOB, MARAH, MESRI	Court terme
		Respecter le cadre juridique et réglementaire en matière de sauvegarde environnementale et sociale	UNPCB	APROCOB, MARAH, MESRI	Court terme
		Intégrer des critères environnementaux, sociaux et de traçabilité dans la production du coton	UNPCB	APROCOB, MARAH, MESRI	Court terme
		Améliorer la mécanisation agricole	AICB	MARAH, MESRI, MICA, MEF	Moyen terme

N°	Intitulé de la recommandation	Actions à entreprendre	Acteurs chargés de la mise en œuvre		Cadre temporel
			Acteur principal	Acteurs associés	
2	Rehausser les rendements en coton graine et accroître la productivité (suite)	Prendre en compte les cultures stratégiques en rotation avec le coton (maïs, sorgho, soja, sésame, arachide) dans l'appui-conseil agricole à dispenser aux exploitations cotonnières : <ul style="list-style-type: none"> ▪ instaurer un mécanisme interne d'appui en intrants (semences de variétés améliorées, engrais et pesticides) pour ces cultures ; ▪ susciter l'intérêt des cotonculteurs pratiquant ces cultures à adhérer aux organisations faitières des filières concernées afin de bénéficier des appuis pour la production, la commercialisation et la transformation 	AICB	MARAH, MESRI	Court et moyen termes
		Mettre en place un outil de financement pour l'acquisition des intrants	UNPCB	APROCOB, MICA, MARAH, MEF	Moyen terme
		Maîtriser les coûts des intrants agricoles	AICB	AICB, MICA, MARAH, MESRI	Court et moyen termes
	Réduire les coûts de production et de transformation du coton graine	Développer la production locale d'engrais par la mise en place d'unités industrielles	MARAH	MICA, MEF, MARAH, MESRI	Court terme
		Assurer l'approvisionnement régulier du pays en engrais	MARAH	MICA, MARAH, MEF	Court terme
		Subventionner les intrants agricoles de manière à atteindre les objectifs visés et en écartant les possibilités de détournement	MEF	MICA, MARAH, AICB	Court terme
		Subventionner l'énergie après la prise de mesures d'utilisation rationnelle de l'énergie et la recherche de sources d'énergie alternatives (énergie solaire)	MEF	MICA, MEM	Court terme
		Réduire le nombre d'usines d'égrenage qui fonctionneraient en sous capacité de production	APROCOB	MICA	Long terme
		Améliorer le rendement industriel	APROCOB	MICA, MESRI	Moyen terme
		Effectuer un audit financier et organisationnel de l'ensemble de la filière	MEF	MICA, MARAH, MEEA, MESRI	Court terme

N°	Intitulé de la recommandation	Actions à entreprendre	Acteurs chargés de la mise en œuvre		Cadre temporel
			Acteur principal	Acteurs associés	
3	Professionaliser les producteurs et les SCOOPS-PC	Accélérer et achever l'immatriculation des SCOOPS-PC	UNPCB	AICB, MARAH, MATM	Court terme
		Mettre en place des mesures exceptionnelles d'immatriculation rapide des SCOOPS-PC, notamment au niveau des Hauts-Commissariats	MATM	MARAH, AICB, UNPCB,	Court terme
		Rendre le fonctionnement des SCOOPS-PC conforme à l'Acte uniforme des sociétés coopératives de l'OHADA	UNPCB	AICB, MARAH, MATM	Moyen terme
		Accroître le nombre des Conseillers de gestion et des Inspecteurs provinciaux en gestion	UNPCB	MARAH, MICA	Moyen terme
		Assainir les GPC en éliminant les producteurs opportunistes ou nomades	UNPCB	APROCOB, MARAH, MICA	Moyen terme
		Lutter contre les bas rendements en coton graine en réduisant le nombre de producteurs concernés	UNPCB	APROCOB, MARAH, MICA	Moyen terme
		Renforcer les capacités organisationnelles des SCOOPS-PC	UNPCB	AICB, MARAH, MICA	Court terme
		Renforcer la discipline et l'esprit d'équipe et de solidarité	AICB	MARAH	Moyen terme
		Renforcer l'alphabétisation des producteurs	UNPCB	AICB, MARAH, MICA	Moyen terme
		Ouvrir l'interprofession aux acteurs de la deuxième transformation (huiliers et fileteurs)	UNPCB	AICB, MARAH, MICA	Court et moyen terme
4	Soutenir la transformation sur place du coton et institutionnaliser le consommateur local	Mettre en application les décisions prises par le Gouvernement en faveur de la transformation industrielle de coton fibre	CCTH	MARAH, MICA	Court, moyen et long termes

N°	Intitulé de la recommandation	Actions à entreprendre	Acteurs chargés de la mise en œuvre		Cadre temporel
			Acteur principal	Acteurs associés	
5	Soutenir le développement de la deuxième transformation	Réduire le coût de l'énergie électrique pour l'industrie textile en développant la prise de conscience professionnelle	CCTH	MARAH, MICA	Moyen terme
		Promouvoir les économies d'énergie et l'énergie solaire dans l'industrie textile	CCTH	MARAH, MICA	Moyen terme
		Accompagner la structuration des acteurs de la deuxième transformation	CCTH	MARAH, MICA	Court et moyen terme
		Renforcer les capacités techniques des artisans dans les domaines du tissage, de la teinture et de l'impression	CCTH	MARAH, MICA	Court et moyen terme
		Fourniture d'équipement plus adaptés et formation des acteurs	CCTH	MARAH, MICA	Court et moyen termes
		Faciliter l'accès au financement des acteurs en aval de la filature	CCTH	MARAH, MICA	Moyen terme
		Promouvoir de nouvelles filières oléagineuses	CCTH	MARAH, MICA	Court et moyen termes
		Suivre de façon rigoureuse le circuit de distribution de la graine	MICA	AICB, tritrateurs	Court et moyen termes
		Assurer une plus grande transparence de la mise à disposition de la graine aux tritrateurs ;	Sociétés cotonnières	AICB, tritrateurs	Court et moyen termes
		Suspendre au niveau du Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat la délivrance des autorisations d'ouverture de nouvelles huileries.	MICA	AICB, tritrateurs	Court et moyen termes
		Protéger la production nationale des oléagineux contre la concurrence des importations incontrôlées, la concurrence déloyale et la fraude	MEF	MICA	Court et moyen terme
		Lutter contre la fraude et la contrefaçon du textile	MICA	MEF	Court et moyen terme

Quelques risques, décrits au tableau 7 ci-dessous, sont à prendre en considération.

Tableau 7 : Analyse des risques liés au nouveau modèle económico-social

Désignation du risque	Niveau du risque	Mesure d'atténuation
Insécurité	Elevé	Poursuivre les actions de sécurisation des zones de production cotonnière
Changements climatiques	Elevé	Mettre en application les options sectorielles d'adaptation énoncées dans le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques du Burkina Faso 2024-2028 Promouvoir l'assurance agricole
Risques organisationnels	Moyen	Mener des actions de sensibilisation et de persuasion auprès des acteurs concernés
Insuffisance des ressources	Moyen	Entreprendre des actions de mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à l'opérationnalisation du nouveau modèle económico-social
Instabilité de la conjoncture économique internationale	Moyen	Assurer un suivi régulier de l'évolution des prix des facteurs de production au plan international et régional
Variation du cours mondial du coton	Moyen	Assurer un suivi régulier de l'évolution du cours du coton

La mise en œuvre du nouveau modèle económico-social va générer des bénéfices indéniables pour les producteurs et les sociétés cotonnières. Par ailleurs, le poids des subventions supportées par l'Etat sera allégé. L'impact de la filière coton sur l'économie nationale, les revenus des producteurs et la sécurité alimentaire et nutritionnelle sera renforcé dans la durée.

L'on ne doit pas perdre de vue qu'il y aura quelques perdants, notamment les producteurs opportunistes qui détournaient les engrais et ceux qui étaient à l'origine des bas rendements agricoles. Il ne sera pas possible de sauver tout le monde. L'Etat et les sociétés cotonnières pourront envisager d'autres types d'activités lucratives pour eux afin que l'existence de la filière ne soit plus menacée mais assurée dans la durée.

CONCLUSION

Malgré les difficultés qu'elle connaît à l'heure actuelle, la filière coton peut être replacée dans de meilleures conditions de fonctionnement pouvant lui assurer une meilleure compétitivité et viabilité à long terme. C'est ainsi que le nouveau modèle économique-social a privilégié l'approche chaîne de valeur qui a l'avantage de mettre l'accent sur la rentabilité au niveau de tous les maillons. Cette option est en conformité avec la politique de développement endogène promue actuellement par le Gouvernement qui favorise la transformation locale et la consommation nationale. La mise en œuvre réussie de ce nouveau modèle économique-social nécessite un engagement sans faille de tous les acteurs de la chaîne de valeur et le soutien de l'Etat. Pour cela, il importe de mettre en place et d'opérationnaliser un cadre de concertation regroupant tous les acteurs de la chaîne de valeur.

Pour l'avenir de la filière, il est important de la dépolitiser totalement. Ce qui veut dire que les nominations et désignations des différents responsables à la tête des sociétés et des organes dirigeants de l'UNPCB doit prendre exclusivement en compte la compétence.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- **AICB, 2024** : Déroulement de la Campagne 2023/2024 et Perspectives de la campagne 2024/2025. Rapport de l'APROCOB. Ouagadougou, Burkina Faso. 38 pages.
- **ESTUR G., BIOCHE F., DIOMANDE V., SAVADOGO K. (2021)**. Etude diagnostique et prospective de la filière coton du Burkina Faso en vue de faire des propositions de nouveaux modèles économiques, 138 p.
- **FBDES. 2021**. Etude diagnostique du secteur coton au Burkina Faso. Rapport final, septembre 2021, Ouagadougou, 102p.
- **MINISTERE CHARGE DE MISSION AUPRES DU PRESIDENT DU FASO CHARGE DE L'ANALYSE ET DE LA PROSPECTIVE (2010)**. Etude prospective sur la filière coton. Rapport général, Ouagadougou, février 2010, 69p
- **SOFITEX, 2021** : Etudes diagnostique et Prospective de la filière coton du Burkina Faso, août 2021. Bobo-Dioulasso. Burkina Faso.
- **SP-FCL, AICB (2023)**. 81^{ème} Assemblée plénière du Comité Consultatif International du Coton (CCIC). Rapport du Burkina Faso. CCIC, Mumbai, Inde, 2-5 décembre 2023, 8p.
- **VOGNA G., OUATTARA M., 2013**: Quand le coton décline, quelles incidences sur le revenu et la production alimentaire des paysans au Burkina Faso ? Dans AGRAR-2013 : 1^{re} conférence de la recherche africaine sur l'agriculture, l'alimentation et la nutrition. Yamoussoukro, Côte d'Ivoire, 4-6 juin 2013. L'agriculture face aux défis de l'alimentation et de la nutrition en Afrique: quels apports de la recherche dans les pays cotonniers. Les Presses Agronomiques de Gembloux. Belgique. 9 pages.



**ACADÉMIE NATIONALE DES SCIENCES,
DES ARTS ET DES LETTRES
DU BURKINA FASO**

Siège Social : Ouagadougou - Ouaga 2000
01 BP 1910 Ouagadougou 01
Tél.: 00226 25 37 45 56
E-mail : academie@ansal.bf